

FRONT AUTOGESTIONNAIRE ET ÉCOLOGIQUE



Jean-Paul CHARTON

Conseiller Municipal de Firminy - 26 ans - Employé de Mairie - Militant PSU, écologiste et syndicaliste - Domicilié à Firminy, Le Corbusier.



Suppléante

Henriette CHARREYRE

Conseillère municipale du Chambon-Feugerolles - 70 ans - Enseignante en retraite - Militante PSU et militante laïque - Domiciliée au Chambon-Feugerolles, La Pélissière.

Notre circonscription ne sort pas indemne de 20 années de pouvoir capitaliste exercé sous le couvert de la 5^e République.

1) **UNE VALLÉE INDUSTRIELLE, L'ONDAINE**, qui fut en un temps à la pointe des techniques métallurgiques, s'habitue petit à petit à une vie industrielle au ralenti. Oh ! cela ne se fait pas brutalement, à grands coups de licenciements massifs. Non, simplement des emplois disparaissent : à Creusot-Loire, par exemple, 2000 emplois ont été supprimés en 20 ans.

Et pourtant, pendant que la liste des chômeurs s'allonge, beaucoup font plus de 40 heures de travail par semaine alors qu'il est possible de ramener la semaine de travail à **35 heures sans diminution de salaire**.

Beaucoup aussi ont été mis en retraite anticipée ; ils sont d'ailleurs pour la plupart assez contents de cette situation, et c'est normal après avoir travaillé toute sa vie dans des conditions pas toujours bonnes pour la santé. Mais la retraite doit-elle dépendre de la conjoncture économique ? N'est-elle pas un droit, celui de profiter dans les meilleures conditions possibles des dernières années de la vie ? La retraite ne doit pas seulement être accordée quand le travailleur n'est plus rentable !

Aussi, nous voulons abaisser la durée de travail (35 h d'abord), réduire les cadences, avancer l'âge de la retraite, pour réduire le chômage et prendre le temps de vivre (loisirs, vie familiale, partage des tâches ménagères et familiales).

2) **UN PARC RÉGIONAL DU PILAT** existe depuis quelques années. Les écologistes devraient se réjouir. Hélas ! ses structures administratives sont l'occasion d'une tutelle sur toutes les communes du Parc. A coups de millions, on aménage une zone touristique pour l'extérieur, sans beaucoup consulter les habitants, sans aider l'agriculture traditionnelle et en laissant aller à la dérive l'artisanat local. **Le Parc régional est une entreprise capitaliste parmi tant d'autres.**

Nous, nous voulons que chacun ait le droit de vivre au pays, sans être réduit à devenir un objet de curiosité pour touristes.

3) Pour ce qui est de l'énergie, on nous gâte : **une magnifique centrale nucléaire va sortir de terre à St-Maurice-l'Exil, au pied du Pilat.** Centrale nucléaire, qu'est-ce que cela signifie ? Des risques pour la santé des habitants et la survie de la nature à plusieurs dizaines de kilomètres autour ; une activité policière accrue, car il faut surveiller ce qui est dangereux ; l'établissement d'un micro-climat qui peut transformer la vie de la région.

Nous ne voulons pas n'importe quelle croissance économique. Nous refusons la société de consommation qui exige toujours plus d'électricité et donc le recours au nucléaire. Faut-il produire plus ou simplement produire autrement ?

Nous ne voulons pas non plus que la société se militarise, ce qui adviendra nécessairement avec le choix nucléaire, où, en plus, la distinction civil-militaire n'est pas évidente.

Nous refusons la force de frappe, nous soutenons la lutte des syndicats de soldats et celle des objecteurs de conscience. Nous voulons une défense populaire.

4) Chez nous comme ailleurs, la répression va son petit bonhomme de chemin, parfois insidieusement. Au Chambon-Feugerolles, **un travailleur immigré a été expulsé** ; de nombreux autres sont amenés par la force des choses à se regrouper dans certains quartiers qui prennent des allures de ghetto (Le Bouchet, La Romière).

Dans les lycées, **l'autoritarisme de l'administration s'accroît**, en refusant parfois, c'est le cas dans un lycée de Firminy, l'existence pourtant légale d'un foyer socio-éducatif et la lecture de journaux pour les internes.

Nous, nous voulons étendre les libertés individuelles et collectives, par la suppression des forces répressives, des contrôles administratifs (fichier scolaire, par exemple).

Nous exigeons l'égalité des droits entre les travailleurs français et étrangers : le droit de vote pour les immigrés (qui contribuent largement à l'expansion économique du pays) et la suppression des cartes de travail et de séjour.

Il faut donc rompre avec des institutions (comme la Constitution de la 5^e République) qui interdisent tout contrôle et toute initiative locale et qui délèguent le pouvoir à des privilégiés ou à des notables, en installant des structures de contrôle à la base : quartiers, écoles, communes, entreprises...

5) LES FEMMES COMME PARTOUT N'ONT PAS LES MÊMES DROITS EN FAIT QUE LES HOMMES : SALAIRE INFÉRIEUR, TRAVAIL MÉNAGER EN PLUS DU TRAVAIL D'USINE OU DE BUREAU, ETC...

Nous voulons une société où les femmes fassent reconnaître leurs droits légitimes à un emploi si elles le désirent ; à une formation professionnelle qui leur ouvre autant de portes qu'aux hommes ; à un salaire égal et une qualification juste ; à être mères quand elles le veulent ce qui nécessite que la loi Weil soit reconduite et améliorée.

• Voter pour le Front Autogestionnaire, c'est évidemment contribuer à battre la droite, mais C'EST AUSSI SOUTENIR UNE GAUCHE DIFFÉRENTE, AUTOGESTIONNAIRE ET ÉCOLOGIQUE. Elle ne se reconnaît ni dans la sociale-démocratie à l'allemande, qui organise la chasse aux marginaux et marche main dans la main avec le capitalisme américain, ni dans un parti communiste qui a sans doute changé mais qui se prononce toujours pour une société bureaucratique et étatisée.

• Le Front Autogestionnaire recherche l'unité avec l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations, mais il veut aussi aider à rassembler tous ceux et celles qui depuis 1968 se sont retrouvés dans la bataille écologique, le mouvement des femmes, les comités de soldats, la lutte des objecteurs de conscience et les nouvelles formes de lutte dans les entreprises.

• Le Front Autogestionnaire est soutenu dans l'Ondaine Pilat par le MAN (Mouvement pour une Alternative Non violente), le MDPL (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté), le PSU (Parti Socialiste Unifié), des militants syndicalistes et écologistes.

- **ÉCOLOGIE**
- **DROITS DES FEMMES**
- **SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE**
- **REFUS DU NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE**